



**Presidência da República**

27ème Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies  
sur les Changements Climatiques

Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernements

Sharm El-Sheikh, 7 et 8 novembre 2022

**Déclaration de Son Excellence le Président de la République du Cabo  
Verde, M. José Maria Pereira Neves,  
Lors du Segment de Haut Niveau**



## Presidência da República

Les changements climatiques et leurs conséquences constituent l'une des plus grandes menaces actuelles de l'humanité et notre capacité à les combattre et à les atténuer dépend fortement de la solidarité entre les pays et de la combinaison des efforts déployés dans la recherche de solutions pratiques et efficaces à l'échelle mondiale.

Cabo Verde est l'un des pays les plus vulnérables d'Afrique et du monde - un Petit État Insulaire en Développement (PIED) avec l'une des plus faibles émissions de gaz à effet de serre (GES) par habitant au monde.

Cabo Verde contribue peu ou pas du tout au réchauffement climatique, mais en raison de ses vulnérabilités, c'est un pays qui a beaucoup souffert des conséquences de ce phénomène qui a mis en péril des années de progrès réalisés vers le développement durable du pays. Malheureusement, les sécheresses qui affligent l'archipel sont de plus en plus fréquentes et longues et nous assistons également à une aggravation de l'intrusion saline et à la détérioration des eaux souterraines, à la dégradation des sols et à la perte de la biodiversité, entre autres.

La pandémie de COVID-19 et la crise énergétique, associées au changement climatique, ont considérablement aggravé les contraintes et les vulnérabilités structurelles du pays. L'aggravation de la dette publique et la détérioration des indicateurs sociaux constituent d'énormes défis pour atteindre les buts préconisés dans les plans nationaux et fixés par les Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030 des Nations Unies.

Le pays a participé activement à la gouvernance régionale et internationale du climat et a signé des conventions et des accords internationaux clés, notamment la Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, le Protocole de Kyoto et l'Accord de Paris.

Au niveau national, Cabo Verde a adopté la lutte contre le changement climatique et l'atténuation de ses effets en tant que politique de l'État. Les mesures de lutte contre le changement climatique sont incluses dans les principaux programmes et plans de développement stratégique du pays:



**Presidência da República**

les plans stratégiques pour le développement durable (PEDS I et II), le programme de développement stratégique « Cabo Verde Ambition 2030 », le plan national d'adaptation et la contribution déterminée au niveau national (CDN).

Cabo Verde n'a épargné aucun effort pour minimiser les impacts des changements climatiques par des actions planifiées et concertées. Parmi celles-ci, nous soulignons la mesure visant à réduire les émissions de GES jusqu'à 35% d'ici 2030, ce qui implique une plus grande pénétration des énergies renouvelables et une circulation à faible émission de carbone grâce à l'introduction de dispositifs d'incitation aux véhicules électriques, en particulier dans le secteur des transports publics.

Pour une gouvernance climatique efficace, le pays compte sur le soutien des principaux partenaires au développement et espère pouvoir accéder plus facilement aux fonds mis en place à cet effet. Pour les PEID, tels que Cabo Verde, il est vital qu'ils puissent accéder aux financements mondiaux. Pour la mise en œuvre de la CDN, par exemple, le Cabo Verde doit mobiliser environ 2 milliards d'euros au cours des dix prochaines années.

Dans ce contexte j'appelle la communauté internationale à considérer la possibilité de transformer la dette des PEID en investissements climatiques, dans l'éducation, la santé et dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités.